

Les BRICS tentent de raviver une relation abîmée par le Covid

- La crise du Covid-19 a accru les différences entre les cinq pays des BRICS, qui se retrouvaient, mardi, pour leur 12^e sommet, virtuel cette année.
- La Chine est en position de force, loin devant les autres membres.

INTERNATIONAL

Michel De Grandi
@MdeGrandi

Vladimir Poutine devait accueillir ses pairs à Saint-Petersbourg en juillet pour le 12^e sommet des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud). Si la pandémie du coronavirus l'a contraint à reporter la rencontre et à transformer l'événement en une réunion virtuelle, mardi, le chef du Kremlin a eu la lourde tâche de redonner de la cohérence à cet attelage de plus en plus hétéroclite.

Dès l'ouverture, Vladimir Poutine, dont le pays affirme avoir développé des vaccins efficaces contre le coronavirus, a appelé les BRICS, soit 40 % de la population mondiale, à s'unir pour produire ceux-ci en masse. Des accords seraient déjà signés avec le Brésil et l'Inde pour mener des essais cliniques, et d'autres avec la Chine et l'Inde pour des centres de production.

Les BRICS, en tant qu'organisation, sont à la peine. Ils sont nés en 2001 d'un concept selon lequel de grands émergents pouvaient constituer une alternative aux pays riches. Au fil des ans, ces économies

en devenir ont vu leur dynamique de croissance s'émousser. Ils ont même trébuché sur la crise financière de 2008-2009 et maintenant sur celle du Covid.

Surtout, le peloton a observé le démarrage de la Chine, qui fait la course en tête depuis plusieurs années. A présent, elle s'affranchit des conséquences de la crise du coronavirus plus vite que ses rivaux, pourtant eux aussi à la manœuvre pour sortir de la récession. Sans doute, le thème de ce 12^e sommet – Un partenariat pour la stabilité mondiale, la sécurité partagée et la croissance innovante – pouvait-il aider à identifier de nouvelles voies.

Modi déterminé

Rien n'est moins sûr, car Xi Jinping, le président chinois, a participé à ce sommet en position de force. Il avait en poche l'accord de libre-échange RCEP, le plus vaste au monde, tout juste signé. Renforçant son emprise sur la Chine, il se montre aussi depuis quelques mois plus offensif aux frontières du pays. Outre la reprise en main à Hong Kong, dans le Xinjiang et la pression croissante sur Taïwan, la Chine communiste mène un bras de fer tendu dans l'Himalaya avec l'Inde.

Mais le géant chinois doit compter avec un Premier ministre indien déterminé. Les tensions accrues avec la Chine dans le Ladakh poussent New Delhi à multiplier les partenariats, faisant valoir son attachement au multilatéralisme et aux valeurs démocratiques. Sur la scène internationale, Narendra Modi s'est non seulement rapproché des Etats-Unis mais il est également l'un des socles de l'axe indo-pacifique qui regroupe notamment les Etats-Unis, le Japon et l'Australie, tous inquiets comme l'Inde de l'influence grandissante de la Chine. Sur la scène nationale, Narendra Modi n'est guère fragilisé par le Covid : son parti, le Bharatiya Janata Party, allié à un parti régional, a remporté la semaine dernière les élections dans l'Etat du Bihar. Les premières depuis le début de la pandémie.

Jair Bolsonaro, au Brésil, a lui aussi fait le choix de se mettre du côté des Etats-Unis pour limiter l'influence de la Chine dans le monde. Mais à mi-mandat, le président du Brésil est en perte de vitesse. De plus en plus contesté, il vient d'essuyer une série de revers lors des élections municipales. Trumpiste, il se retrouve de plus en plus isolé sur la scène internationale et

continue de nier l'évidence à l'égard de la déforestation en Amazonie.

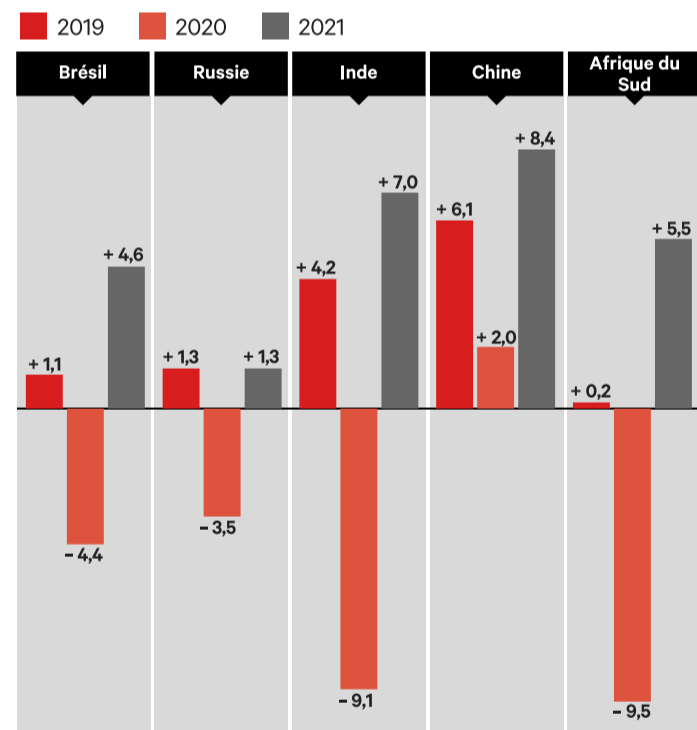
Ce sommet a aussi été l'occasion pour les cinq dirigeants de se pencher sur la banque de développement des BRICS créée en 2015. Dans leur communiqué final, les fondateurs de cet établissement destiné à financer des projets d'infrastructures dans les émergents se disent prêts à « élargir les membres en préservant un équilibre géographique ».

Ce sommet a été l'occasion pour les cinq dirigeants de se pencher sur la banque de développement des BRICS.

Jusqu'à présent, le capital est détenu à parts égales par les cinq BRICS. Des pays tels l'Indonésie ou le Mexique pourraient entrer dans cette institution basée à Shanghai. Elle deviendrait ainsi, au fil des ans, la banque de développement des émergents par opposition à la Banque mondiale, dont la gouvernance est assurée par les pays riches. ■

Les prévisions de croissance des BRICS

Variation annuelle du PIB, en %



« LES ECHOS » / SOURCE : TAC ECONOMICS



Les cinq dirigeants des BRICS lors du 11^e sommet annuel en novembre 2019, au Brésil. Photo Sergio Lima/AFP

Les grands pays émergents sont sur la voie du rebond

Les Brics ont réagi de façon différenciée à la crise du coronavirus. La combinaison des plans de relance avec la moindre intégration de ces pays au commerce mondial laisse espérer un net rebond de croissance.

Pour les cinq Brics (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) réunis mardi en sommet, le millésime 2020 restera celui de la grande dépression sur fond de lutte contre la pandémie de coronavirus. Le record de contraction de l'activité revient à l'Afrique du Sud, dont le PIB s'est effondré de 9,5 % au deuxième trimestre. Si tous, à un moment de l'année, sont tombés dans le rouge à cause de la crise du Covid-19, un seul, la Chine devrait terminer l'année en terrain positif (+1,9 %) selon le FMI. La Russie, très dépendante du pétrole, a subi le double effet de la baisse du prix du baril et de la contraction de la demande mondiale.

Les Brics suivent des stratégies différenciées qui « devraient leur permettre d'avoir un rebond de croissance fort », pronostique Thierry Apoteker, président et fondateur de TAC Economics. Selon ses calculs, le Brésil devrait passer de -4,4 % à +4,6 % en 2021, la Chine de +2 % à +8,4 %. L'Inde en recul de 9,1 % devrait afficher l'an prochain +7 %, la Russie (-3,5%) devrait sortir du rouge à +1,3 %. Quant à l'Afrique du Sud, elle devrait oublier le -9,5 % pour remonter à +5,5 %.

Des cinq Brics, tous ne se sont pas résolus à un confinement strict. « Face au coût économique exorbitant de la lutte contre le coronavirus, ces émergents ont opté pour le confinement à des niveaux divers. Seul le Brésil n'y a jamais eu recours », explique l'économiste, qui se fonde sur des indicateurs construits par ses experts à partir de mesures tangibles – fermeture des écoles, restrictions d'accès au travail, etc.

Entre la crise aiguë (avril 2020) et maintenant, les pays font le grand

écart. L'Afrique du Sud est ainsi passée d'un indice 100 (paralysie totale) à 22 aujourd'hui, la Chine comme la Russie de 85 à 30, l'Inde est revenue de 100 à 53. Le Brésil est resté stable à 50. « L'arbitrage entre économie et santé publique n'est pas le même dans les émergents par rapport aux économies riches », poursuit l'expert. En Inde, le strict confinement de mars n'a pas permis d'enrayer l'épidémie et a provoqué une véritable crise humanitaire. Au premier trimestre (avril-juin), l'économie du géant sud-asiatique s'est effondrée de 23,9 %, du jamais-vu.

Soutien budgétaire et monétaire massif

Tous ont opté pour un soutien budgétaire et monétaire massif, de la palme des largesses revenant au Brésil. « Toutes mesures confondues, les montants équivalent à 12 % du PIB brésilien », note l'économiste. A condition de ne pas revoir les annonces à la baisse ensuite. Un programme d'aide

d'urgence touchant un tiers de la population doit amortir l'impact social de la crise. Mais son montant a déjà été divisé par deux en fin d'année et pourrait encore être réduit l'an prochain.

Pendant que l'Afrique du Sud mise sur les infrastructures pour se relancer, la Chine en revanche est déjà à l'étape suivante. « Elle est en avance d'un ou deux trimestres par rapport aux autres, elle est déjà en phase de normalisation de sa politique monétaire », souligne Thierry Apoteker.

Le choc du ralentissement de la demande mondiale a été nettement moins fort pour les marchés émergents que pour les économies développées, signe d'une intégration moindre. Ainsi, la contraction de 16 % des échanges mondiaux en volume observée durant l'été 2020 par rapport à 2019, n'a concerné les émergents qu'à hauteur de 3 %, les 13 % restants étant subis par les pays dits « riches ».

M.G. avec (les correspondants)

Blocage du plan de relance européen : la Pologne et la Hongrie très isolées

EUROPE

La vidéoconférence des ministres des Affaires européennes, mardi, a été l'occasion de mesurer l'isolement des deux pays.

Gabriel Grésillon
@GGresillon
— Bureau de Bruxelles

A deux, mais très seuls. La réunion virtuelle des ministres européens des Affaires européennes qui s'est déroulée mardi a été l'occasion de mesurer l'isolement de la Hongrie et de la Pologne.

Ces deux pays, inquiets de voir les Européens opter pour un mécanisme qui pourrait leur couper les fonds en cas de non-respect de l'Etat de droit, ont décidé de s'opposer à la mesure financière qui doit rendre possible le lancement du plan de relance européen et du budget 2021-2027 de l'UE. Mardi, ils ont dû affronter une litanie de reproches de la part d'homologues exaspérés devant ce blocage.

Tir de barrage

L'Italie ? Son ministre a exprimé un « sens profond de frustration ». L'Autriche ? Elle « regrette fortement ». Le Danemark ? Il appelle à mettre en œuvre « le plus vite possible » l'accord. Le Portugal ? Il appelle à « soutenir ou au moins ne pas bloquer l'accord ». La Roumanie ? Elle exprime ses « regrets ». L'Espagne, elle, a rappelé « l'urgence » de la situation : « Quiconque bloque le processus de ratification devra assumer une responsabilité gigantesque devant les autres Etats membres et tous les citoyens européens ». La liste n'est pas exhaustive.

Dans ce tir de barrage, c'est bien un appel à la responsabilité devant l'urgence de la crise qui a été le plus martelé. De façon symptomatique, le groupe de Visegrad, qui réunit régulièrement Hongrie, Pologne, Slovaquie et République tchèque sur certains enjeux extérieurs, n'avait ici aucune cohésion. La Slovaquie a fait part de son « soutien plein et entier » au résultat des négociations. Quant aux pays du nord de l'Europe, ils ont rappelé qu'ils tenaient absolument, eux, au dispositif sur l'Etat de droit auquel Budapest et Varsovie cherchent à s'attaquer. Il constitue « un élément crucial du paquet », a estimé le ministre suédois, avant que son homologue

finlandaise ne le juge « fondamental ».

Mais cette réunion a également été l'occasion de mesurer la différence de tonalité entre la Pologne et la Hongrie. Pour la première, « ce n'est pas le principe du mécanisme sur l'Etat de droit qui pose problème, mais le manque de garanties légales » quant à sa mise en œuvre. On perçoit là une ouverture à la négociation : Varsovie pourrait peut-être se laisser convaincre si les modalités étaient ajustées ou précisées.

Pression constante

Budapest, en revanche, n'a pas ouvert la moindre porte dans cette direction. « Ne soyons pas hypocrites », a déclaré sa représentante, estimant que « la Hongrie a toujours été la cible principale de ce mécanisme » et blâmant un dispositif « idéologique » ouvrant la voie à des procédures « arbitraires » permettant de sanctionner un pays sans aucune raison valable. Dans cette défense de valeurs démocratiques, la Hongrie « se tient auprès des peuples d'Europe », a-t-elle assuré, renversant l'argument que lui opposaient ses homologues, pour qui Budapest est, au contraire, en train de bloquer un paquet financier ardemment attendu par les Européens.

En se cabrant face au dispositif sur le respect de l'Etat de droit, Varsovie et Budapest bloquent tout le paquet financier européen.

Michael Roth, le secrétaire d'Etat allemand qui présidait les débats, n'a pas fait semblant d'être convaincu. Le mécanisme sur l'Etat de droit « n'a rien d'idéologique », a-t-il conclu, en jugeant « totalement inacceptables » les comparaisons entre l'UE et des régimes autoritaires – une référence à la récente déclaration de Viktor Orban, le Premier ministre hongrois, selon laquelle l'UE agirait comme l'ancienne Union soviétique.

Le but des Européens est désormais de « trouver des marges de manœuvre sans rouvrir la négociation sur le paquet qui a été agréé », explique une source proche des discussions. Tout en exerçant une pression constante sur deux pays très isolés. « En Europe, on finit toujours par avoir besoin d'amis », prévient un diplomate. ■

en bref

La Russie évoque de possibles mutations du coronavirus en Sibérie

PANDÉMIE Des mutations du nouveau coronavirus semblent se produire en Sibérie, a déclaré mardi Anna Popova, la directrice du Service fédéral de protection des droits des consommateurs et du bien-être humain en Russie. Cela ne rendrait pas le virus plus dangereux, mais elle n'a pas fourni de précisions sur les implications de ces mutations en termes de contagion et de mortalité. Selon une étude publiée en septembre aux Etats-Unis, la maladie provoquée par ce coronavirus dépend davantage de pathologies antérieures ou de caractéristiques génétiques que des mutations du virus. Les essais cliniques d'un deuxième vaccin russe développé par l'institut Vektor en Sibérie et baptisé « EpiVacCorona » se poursuivent.